

هل تؤدي الأزمة الصحية كوفيد 19 لحياء محاولة الاصلاح الاقتصادي في الجزائر

LA CRISE COVID-19 AMORCE-T-ELLE UNE NOUVELLE TENTATIVE DE REFORMES ECONOMIQUES EN ALGERIE?

ملخص



Auteur 1

Nom et Prénom ; MENNA Khaled

Grade ; Maitre de recherche-A- CREAD,

Algérie.

Adresse mail : khledmenna@gmail.com

من المفروض أن تمثل هذه الأزمة فرصة للقطيعة مع النظام الريعي. واعتبر الربع لمدة طويلة كهديفة من السماء قبل أن يتحول إلى نقمة. ومن آثار جائحة كوفيد 19 أنها ستعمل على تعزيز مسار الاصلاحات الاقتصادية والتي يتم تأخيرها كل مرة لأسباب سياسية أكثر منها اقتصادية. وأظهرت هذه الجائحة أن قطاعات اقتصادية استطاعت مواجهتها بشكل جيد، في حين أن أخرى بشكل أقل. والمثير للانتباه أن بعض القطاعات أظهرت امكانات هامة ومنسية وتحتاج لاسغلالها بشكل عقلاني (البحث العلمي على سبيل المثال). فيما أظهرت بعض القطاعات تأخراً واضحاً مردد لمعاناتها من قبل من اختلافات هيكلية عميقة لم تكن الجائحة إلا سبباً لظهور قصورها بشكل علني.



Auteur 2

Nom et Prénom : MEHIBEL Samer

Grade : Attaché de recherche, CREAD,

Algérie.

Adresse mail : samer.mehibel@gmail.com

Résumé

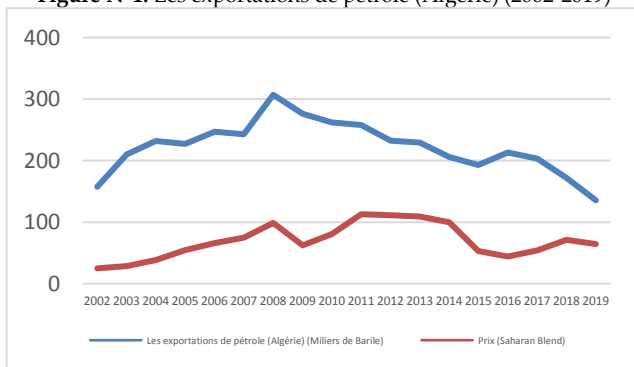
Cette crise devrait être une opportunité pour en finir une fois pour toute avec le spectre de la rente. Longtemps considérée comme une aubaine et don du ciel, cette rente a fini par devenir une malédiction. Les effets de Covid-19 devraient accélérer le processus de réformes reléguées à chaque fois pour des considérations aussi bien politiques que d'ordre économiques. La pandémie a révélé des secteurs qui ont bien réagi à cette crise, d'autres moins. D'autres secteurs ont montré un potentiel réel mais négligé et qui doit être valorisé (recherche scientifique, par exemple). Des secteurs restent à la traîne et souffrent d'un déséquilibre chronique et la Covid-19 n'a fait qu'aggraver leur situation.

Key words : Covid-19, réformes économiques, système de santé, crise économique, politique économique

1. INTRODUCTION

Comme dans tous les pays exportateurs de pétrole, la crise est de nature duale car l'effet de la pandémie sur l'économie est conjugué à celui de la baisse spectaculaire des prix du pétrole. En Algérie, la pandémie Covid-19 a aussi amplifié l'effet de cette baisse mondiale des prix sur la tendance baissière des exportations des hydrocarbures, qui sévit déjà dans le secteur depuis 2014. Cette crise va affecter sérieusement l'économie algérienne à travers son effet sur la demande domestique à cause de son impact direct sur les recettes fiscales pétrolières, mais aussi d'une manière indirecte (endogène), sur les recettes fiscales ordinaires (hors hydrocarbures). Cette situation devenue insoutenable (**Figure N°1**) à court terme, a poussé le gouvernement à réduire les dépenses publiques de fonctionnement de 50%. Cette démarche budgétaire, rendue plus que jamais nécessaire, aura certainement de lourdes répercussions économiques sur le moyen terme. Sur le plan social, les couches défavorisées et vulnérables seront les premières touchées des conséquences de cette crise. En effet, les travailleurs journaliers qui activent généralement dans l'informel, et les petites et moyennes entreprises PME nécessitent respectivement des aides directes (transferts en cash) et des mesures fiscales rapides et adaptées pour leur permettre de survivre raisonnablement durant la période de la crise.

Figure N°1. Les exportations de pétrole (Algérie) (2002-2019)



Source : AIE & JODI-OIL Database

Il est clair que la situation actuelle de l'économie mondiale est très incertaine et que les projections à terme de l'évolution de l'économie nationale doivent être sujettes à un suivi continu et à une prise en compte sérieuse. Les projections du Fonds Monétaire International (FMI, 2020) donnent une croissance du PIB

réel de 0.7 % pour la fin de l'année 2019 et -5.2 % pour la fin de l'année 2020. Le déficit de la balance du compte courant va encore se creuser pour passer de - 9.6 % (2019) à 18.3 en 2020, et le taux de chômage passera à 15,1 % en 2020. Ces chiffres signifient la forte contraction que va subir l'économie Algérienne au niveau de la production, dépenses des ménages, investissements des entreprises et commerce international.

L'absence de certains services, devenus de base, durant le confinement (paiement électronique par exemple) et les impacts négatifs que redoutent les couches les plus défavorisées nous interpellent sur le retard cumulé par l'Algérie à enclencher un processus de réformes économiques viable. Ces réformes, reléguées à chaque fois, pour des considérations politiques que d'autres, pourraient, nous semble-t-il, avoir un nouveau souffle dans ces conditions particulières. On considère que cette crise offre plus d'arguments à la nécessité d'assoier l'économie algérienne sur des bases de la concurrence, d'ouverture commerciale et la liberté d'investir et d'entreprendre. Cela nous amène à se demander est-ce que l'actuelle crise de Covid-19 permettra le lancement d'une nouvelle tentative de réformes économiques en Algérie ?

Si les différentes « éditions » des réformes enclenchées depuis 1986 n'ont pas abouti, pour diverses raisons, l'opportunité est présente pour y réfléchir sérieusement. Pour y parvenir nous présentons une évaluation sommaire de la performance de la stratégie adoptée par l'Algérie pour lutter contre la Covid-19. Ensuite nous présenterons les différentes tentatives de réformes économiques menées mais inachevées. La troisième partie sera consacrée à la discussion d'éventuelles pistes de réformes qui peuvent être entreprises. Nous terminons par une conclusion.

2. LES TENTATIVES DE REFORMES ECONOMIQUES EN ALGERIE : L'ETERNELELE TRANSITION

En Algérie, les réformes économiques, ont été entamées sous la pression des facteurs exogènes. Les recettes issues des hydrocarbures étaient quasiment, la seule locomotive pour enclencher un processus de réformes en 1986. Mais, la crise ne date pas uniquement de cette année. En effet, celle-ci a été enclenchée, depuis le début de la décennie 1980, avec les résultats médiocres de la politique industrielle. Le choix de la sidérurgie n'a pas été salué

même par l'un des initiateurs de la politique économique à l'époque : Abdellatif Benachou (Benachou, 1992). Sans entrer dans les détails de ce programme de réformes initié en 1987 et interrompu en juin 1991, nous tenterons d'esquisser les causes de l'échec de cette première tentative de réformes.

2.1. La problématique du rent seeking

Depuis la publication de l'article d'Anne Krueger sur le rent seeking (Krueger, 1974) qui décrit d'une manière originale les pratiques liées au rent seeking relatif aux autorisations d'importation, cette notion a pris de l'ampleur et constitue même un socle d'études autour de l'Etat rentier. Cette notion de rent seeking a poussé d'autres auteurs tels que Gleb (Gleb, 1989) et Auty (Auty, 2001) à élargir leurs investigations aux pays exportateurs de pétrole. Ils ont trouvé que l'existence d'une richesse minière ou pétrolière encourage les pratiques de prédation et de rent seeking contraire aux pratiques productives. Les modèles initiés par Lane et Tornell (Lane et Tornell, 1996) et Torvik (Torvik, 2002) ont confirmé ce point de vue.

En raison de la richesse "imprévisible", des groupuscules (lobbies) se constituent autour d'elles, que ce soit dans l'administration publique ou dans la sphère des hommes d'affaires privés, pour maintenir le statu-quo, même si celui-ci n'est pas optimal. Ces lobbies empêchent toute tentative de réforme qui conduirait à l'application de règles de transparence à tous les niveaux. L'abandon de cette culture rentière n'aura lieu que si les responsables de la politique économique, ou les acteurs du secteur financier, et les bénéficiaires de la rente, estiment que la poursuite de ce chemin mènera inévitablement au désastre.

2.2. L'héritage colonial

L'administration algérienne a hérité d'un système administratif et économique colonial. Si quelques modifications ont été introduites sur le fonctionnement de cette administration, il n'en demeure pas moins que l'esprit y reste, sans toutefois que ce soit volontaire. Ceux qui travaillent dans les administrations publiques, durant la période de planification, avaient parfois, le sentiment que leur légitimité émane de l'Etat, et la « récompense » vient aussi de lui (Benachou, 1992, p 179.). Tout le monde : les cadres dirigeants, les cadres collaborateurs, le personnel et les salariés à tous les niveaux, que ce soit dans le secteur public ou le secteur privé sollicite l'appui de l'Etat pour bénéficier des marchés publics, réaliser des bénéfices, et même obtenir des promotions. Il est difficile dans ces conditions "patriarcales" de parler de partage des risques réels et d'accepter la présence étrangère dans les

entreprises et le marché comme lieu d'échange entre les agents économiques. Cet esprit s'ajoute au fait que la stratégie de développement socialiste imputant un rôle premier à l'Etat adoptée à l'indépendance, fut un produit de l'héritage colonial. Ce choix d'une telle stratégie de développement était contradictoire avec la structure économique héritée de la présence coloniale (Zouache, 2012).

2.3. Les conditions extérieures

Les conditions extérieures sont considérées comme l'un des facteurs les plus importants et nécessaires au succès du processus de réforme, à savoir la dette, l'existence des marchés extérieurs pour l'exportation, des prix du pétrole relativement stable sur le marché mondial et les investissements directs étrangers.

La réussite des réformes nécessite aussi des marchés pour l'exportation de produits. La part des exportations des hydrocarbures est de l'ordre 95%.

L'échec des réformes de la première génération est dû, en partie, à l'absence de ces conditions. La crise de la dette extérieure a marqué le début de la décennie 90 et n'a pas laissé au gouvernement que le choix d'aller directement vers le rééchelonnement de la dette et l'application d'un programme d'ajustement structurel (1995-1998).

Quant au FMI, il a énuméré trois raisons principales pour lesquelles l'Algérie a cessé de mettre en œuvre le programme d'ajustement subventionné par le Fonds en 1991 (Nashashibi et al, 1998). La première raison est liée à la décision des autorités de ne pas recourir au processus de rééchelonnement de la dette extérieure avec les clubs de Paris et de Londres, ce qui a réduit l'accès aux fonds supplémentaires fournis par le programme. La deuxième raison consiste en le blocage d'une partie du financement supplémentaire pour l'année 1991, ce qui a entraîné une réduction de 11% des importations et l'effondrement de la production, notamment dans les secteurs industriels et de la construction. La troisième raison est le manque de consensus autour de Programme des partenaires sociaux.

3. COMMENT TRANSFORMER LES DEFIS DE COVID-19 EN OPPORTUNITES POUR AMORCER LES REFORMES ECONOMIQUES ?

Cette crise devrait être une opportunité pour en finir une fois pour toute avec le spectre de la rente. Longtemps considérée comme une aubaine et don du ciel, cette rente a fini par devenir une malédiction. Les effets de Covid-19 devraient accélérer le processus de réformes reléguées à chaque fois pour des considérations politiques et/ou

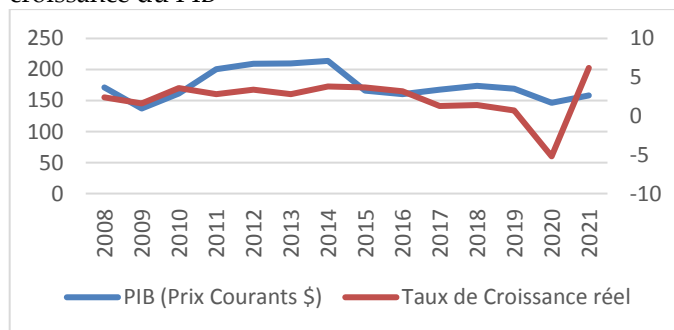
d'ordre économiques. La pandémie a révélé des secteurs qui ont bien réagi à cette crise, d'autres moins. D'autres ont montré un potentiel réel mais négligé et qui doit être valorisé (recherche scientifique, par exemple). Des secteurs restent à la traîne et souffrent d'un déséquilibre chronique et la Covid-19, n'a fait qu'aggraver leur situation.

Sur le plan économique, il est urgent que l'Algérie revoit son paradigme de développement. Ce dernier basé sur l'exploitation et la distribution de la rente a créé des distorsions plus qu'il n'en faut : les pratiques de rent seeking, une désindustrialisation à outrance et la généralisation de la corruption pour ne citer que ces phénomènes. L'argument de l'économiste Raúl Prebisch (Boyer, 2012) qui défend la thèse que les pays en développement doivent remplacer les importations par des produits domestiques à cause des gains potentiel de l'industrialisation par la substitution des importations est tombée en disgrâce à cause de ces graves conséquences sur l'endettement.

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale¹ sur les impacts de la crise Covid-19 sur les économies exportatrices du pétrole, une chute de 11% du PIB est estimée pour les cinq prochaines années. En Algérie, la croissance du PIB réel atteint 2,5 % en 2018 contre 1,4 % en 2017, principalement en raison de la croissance du secteur hors hydrocarbures (5,2 %) et de l'importance des dépenses budgétaires (36,7 % du PIB). Le secteur des hydrocarbures reste atonique (en recul de 0,1 %).

Le modèle de croissance de l'Algérie, fondé sur la redistribution des recettes pétrolières et gazières par un vaste secteur public, avait déjà besoin d'être revu en profondeur avant la chute des cours pétroliers, étant donné que les réserves connues de pétrole et de gaz (à l'exception du gaz de schiste) ne devraient durer que le temps d'une ou deux générations, (IMF, 2018).

Figure N°2. PIB (A prix courants \$) et Taux de croissance du PIB



Source : IMF statistical appendix, April, 2020.

L'introduction des TIC et la nécessité de généraliser la digitalisation de l'économie pourraient être un facteur clé de la réussite des réformes. Au lieu de compter, uniquement, sur les appuis traditionnels tels que les partis politiques, les syndicats, le patronat, la société civile, une autre alternative s'impose d'elle-même. Il s'agit de la généralisation des TIC y compris le e-government, la monétique, les services financiers de qualité, et tout aspect lié à la modernisation de l'économie. Cela permettra, non seulement, d'éradiquer la bureaucratie, légendaire en Algérie, mais de renforcer la transparence et la bonne gouvernance.

Une des clés de réussite de toutes réformes engagées partout dans le monde c'est la réforme bancaire et financière chantier inachevé en Algérie depuis 30 ans. Pourtant, les dernières statistiques sur le e-paiement montre un saut plus au moins significatif de l'utilisation de ces moyens de paiement.

3.1. Les IDE le nouveau cheval de bataille de l'ère après Covid-19

La Cnuced (Cnuced, 2020) a estimé avec des scénarios de propagation de l'épidémie allant d'une stabilisation à court terme à une poursuite tout au long de l'année, la pression à la baisse sur les IDE sera de -30% à -40% (par rapport aux prévisions précédentes qui prévoyaient une croissance marginale des IDE pour 2020-2021). Les principaux pays qui connaîtront un ralentissement des IDE seront ceux qui sont le plus gravement touchés par l'épidémie ainsi que ceux qui ont été contraints de prendre les mesures les plus drastiques pour contenir la propagation du virus. Mais la bonne nouvelle, est que l'Afrique est le continent qui sera probablement le moins impacté. Les projections de revenus des multinationales présentes sur le continent n'ont été revues à la baisse que de 1%, contre, par exemple, une baisse de 9% au niveau mondial.

L'Algérie, comme les autres pays méditerranéens, ont attiré peu d'IDE. En 2014, Les flux entrants d'IDE ont diminué de 44,1% (après avoir régressé de 12,8% en 2013), passant de 2,7 Milliards USD à 1,5 Milliards USD (Cnuced, 2015). A titre de comparaison les flux d'IDE dans la région Afrique du Nord ont baissé de 8,4% en 2014 (après avoir baissé de 19,3% en 2013).

La faible performance de l'Algérie en termes de flux des IDE peut être attribuée au manque d'attractivité. Les IDE sont perçus, et pensés, comme un moyen de financer la balance des capitaux, et comme une possibilité pour transmettre du savoir-faire technologique ou pour développer des secteurs, une opportunité ou un risque

¹ World Bank (2020). Global economic prospects, Lasting Scars of the COVID-19 Pandemic. Chapter 3.

pour le pays qui les accueille. La R&D, qui est un des points faibles de l'Algérie, ne doit pas concerner que le domaine technologique. La connaissance du pays par lui-même est cruciale pour se penser, et, en l'occurrence, on pensera ici concrètement à organiser un vrai soutien à la recherche en sciences sociales, par exemple. (Menna et Mehibel, 2018).

3.2. La nécessité d'une réflexion « urgente » sur l'économie informelle

L'écrasante majorité des travailleurs de l'économie informelle sont plus exposés aux risques liés aux aspects sanitaires et sécuritaires. Ils ne bénéficient d'aucune protection sociale appropriée et ont une probabilité accrue de souffrir de maladie, d'accident ou de décès. La Covid-19 ajoute à ces risques un risque majeur de contamination dans des lieux non protégés. S'ils tombent malades, la plupart des travailleurs, y compris les migrants n'ont pas un accès garanti aux soins médicaux et aucune sécurité de revenu par le biais de prestations de maladie ou d'accident du travail. S'ils ne sont pas en mesure d'accéder aux soins de santé, le virus se répandra plus largement, avec des conséquences fatales. S'ils peuvent accéder aux soins de santé, nombre d'entre eux auront à débours des frais qui les forceront à s'endetter ou à vendre leurs actifs productifs, les plongeant dans une pauvreté plus profonde. Avant la crise, 100 millions de personnes, dans le monde, tombaient dans la pauvreté chaque année en raison de dépenses de santé catastrophiques. Et pour beaucoup, en particulier dans les zones rurales, les services de santé ne sont pas disponibles.

CONCLUSION

Il est encore trop tôt pour prévoir l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les pays du Moyen-Orient et du Maghreb et notamment l'Algérie, mais il existe des preuves suffisantes qu'elle aura un coût économique élevé et de nombreuses conséquences sociales et politiques. À moins qu'un vaccin efficace contre cette maladie ne soit commercialisé, l'Algérie, comme de nombreux autres pays dans le monde, sera confrontée à un dilemme majeur : soit elle réduit les mesures de prévention qui ont un coût social et économique élevé, ce qui ouvre la porte à davantage de cas de contaminations et de décès, soit elle maintient ces mesures tandis que l'économie se détériore et l'agitation sociale augmente.

Cette crise sanitaire mondiale a mis à nu les systèmes de santé des pays développés qui ont enduré une pression sans précédent. Les scénarios les plus catastrophiques ont été évités. Le nombre de cas déclarés positifs et les décès sont restés dans une optique « raisonnable ». Mais reste que le traitement des effets de

cette crise et l'opportunité qui s'offre à l'économie algérienne est problématique.

Peut-on espérer une mutation profonde de l'économie algérienne et une prise de conscience de la nécessité d'entamer un processus de transformation de rupture avec l'économie de la rente ? la réponse à cette question que nous avons essayé de fournir tout au long de cet article nous semble compliquée et peut être prématurée. Si la crise a montré l'urgence de prendre au sérieux les problèmes que connaît le système de santé, qui relève maintenant de la sécurité nationale, les autres secteurs économiques ne sont pas les moindres.

RECOMMANDATIONS

1. Le retard impardonnable dans la mise en place d'un système bancaire efficient avec des services de qualité;
2. Le renforcement des capacités productives dans les domaines stratégiques (production pharmaceutique, pour ne pas citer que cette branche d'activité) qui peut créer des emplois, mais encore, sécuriser l'approvisionnement en matières stratégiques au moment de crises.
3. L'utilisation des TIC d'une manière efficace qui permet d'enclencher un processus vertueux de croissance inclusive basé sur l'économie de savoir avec toutes ses déclinaisons.
4. L'ouverture, dans toutes ses formes : commerciales, sur les investissements étrangers, sur la diaspora nationale, sur les compétences étrangères et sur la société civile.

REFERENCE

Pour plus de détails, veuillez consulter l'article: **LA CRISE COVID-19 AMORCE-T-ELLE UNE NOUVELLE TENTATIVE DE REFORMES ECONOMIQUES EN ALGERIE?** *Les Cahiers du CREAD, Volume 36, Numéro 3, Pages 83-106*

Disponible sur :
<https://www.asjp.cerist.dz/en/article/120909>



Rue Djamel Eddine El-Afghani - El Hammadia BP.197, Rostomia, Bouzaréah Alger - Algérie
Tél : 023 18 00 86 , Fax : 023 18 00 87
E-mail : cread@cread.dz